

2008

conseil régional ile-de-france

Compte-rendu de mandat

groupe **Les Verts**



www.verts-regionidf.net

Groupe Les Verts - Conseil régional Ile-de-France
57 rue de Babylone 75007 Paris 01 53 85 69 45

Édito page 1

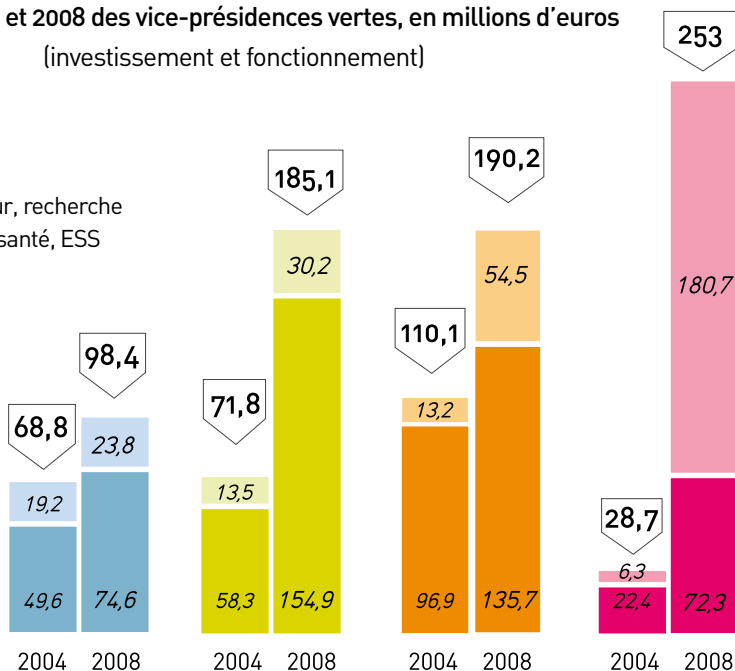
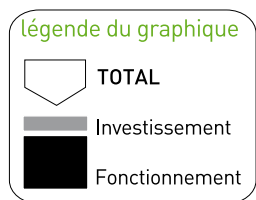
Thématiques

pages 2 à 6

Les élu/es du groupe

pages 7 à 33

Budgets 2004 et 2008 des vice-présidences vertes, en millions d'euros (investissement et fonctionnement)



- Edito 1
- Conseil régional : mode d'emploi 2
 - La commission permanente 2
 - La commission Finances 2
- Les commissions thématiques 3
- Vice-présidences vertes 3
 - Culture 3
 - Transports et déplacements 3
 - Démocratie régionale 4
 - Politique de la ville et sécurité 4
 - Logement 4
 - Développement économique et emploi 5
 - Formation professionnelle 5
 - Lycées et politiques éducatives 6
 - Sport, tourisme, loisirs 6
 - Actions internationales et européennes 6
- Les élu/es (par département) 7
 - 95 - Michèle Loup 7
 - 95 - Michel Vampouille 8
 - 94 - Hervé Bourdin 9
 - 94 - Laurence Abeille 10

- 94 - Jean-Pierre Girault 11
- 93 - Alain Amédéo 12
- 93 - Sylvie Duffrene 13
- 93 - Jean-Félix Bernard 14
- 92 - Francine Bavay 15
- 92 - Marc Lipinski 16
- 92 - Catherine Candelier 17
- 91 - Jean-Vincent Placé 18
- 91 - Marie-Pierre Digard 19
- 91 - Guy Bonneau 20
- 91 - Michèle Gaspalou 21
- 78 - Lucien Ferrier 22
- 78 - Anny Poursinoff 23
- 77 - Pascal Marotte 24
- 77 - Hélène Lipietz 25
- 77 - Jean-Marc Brûlé 26
- 77 - Liliane Pays 27
- 75 - Francine Guillaume 28
- 75 - Anne Souyris 29
- 75 - Yves Frémion 30
- 75 - Mireille Ferri 31
- 75 - Corinne Rufet 32
- 75 - Zine-Eddine MJati 33

Édito

Avant la conquête de l'opinion régionale

Dès le début de notre prise de fonction, nous nous étions engagés à informer les militant/es, lors de chaque AG régionale, de l'action du groupe à la Région. Après un peu plus de quatre ans de travail, ce document propose donc une nouvelle synthèse des avancées des Verts par thématiques, mais aussi un tour d'horizon des domaines de prédilection portés par chaque membre du groupe.

Forts de 28 élu/es riches d'une grande diversité, les Verts ont joué leur rôle d'aiguillon dans tous les domaines d'intervention de l'action régionale. Disposant d'une précieuse minorité de blocage, nous avons pu instaurer un rapport de force efficace avec nos partenaires, tout en cultivant un esprit constructif. Est-ce à dire que nous avons obtenu tout ce que nous pouvions attendre de ces années de travail ? Loïn de là. Les divergences, ou ne serait-ce que les pesanteurs culturelles, que ce soit dans l'élaboration ou la mise en place des politiques publiques, restent lourdes. Et si la ténacité des militant/es élu/es parvient parfois à en avoir raison, beaucoup reste à faire.

La campagne des régionales approche à grands pas. Pour l'UMP, elle a même déjà commencé. Les Verts, comme à chaque élection, auront un rôle à jouer pour faire entendre une voix qui se distingue du consensus productiviste. Au vu des politiques que nous avons portées et installées, nous l'attendons avec sérénité. Ce sera le moment, ensemble, d'appeler à franchir un nouveau seuil dans l'écologisation des politiques publiques.

Bien cordialement, le Bureau du groupe

Jean-Vincent Placé, président du groupe

Vice-président/es : Alain Amédéo, Catherine Candelier, Francine Guillaume, Michèle Loup

Pour en savoir plus : www.verts-regionidf.net

Voeux

2004 Rôle de la Région en matière de décentralisation des aides à la pierre dans le domaine du logement

2005 Taxation poids-lourds

Haute Qualité Environnementale dans le logement
Coopération avec la Chine : vers la démocratie et la paix

2006 Engagement de la région Ile-de-France sur le désarmement nucléaire : appel du maire de Hiroshima

2007 Enseignement des langues régionales

2008 TVA à taux zéro pour les produits bio

Niches

2005 Premiers engagements de l'éco-responsabilité de l'administration régionale

2006 Dispositif de soutien en faveur du droit à la contraception et à l'IVG

2007 Réduction des gaz à effet de serre et compensation Carbone

Vigilance en Commission permanente

Pour le profane, le circuit de décision au Conseil régional peut paraître obscur. Voici donc un « exemple type » d'une délibération examinée par l'Assemblée. Comment faire adopter une nouvelle politique ou une subvention par le Conseil régional ? Un/e Vice-Président/e prépare une délibération, en lien avec les services, de la même manière qu'un/e Ministre peut le faire avant de la soumettre au Parlement. La délibération est alors soumise à la commission thématique concernée (ex. : Transports). Ensuite, les débats sont portés en commission des Finances. Le dossier arrive alors, soit en séance plénière, dans le cas des grands rapports, soit en « Commission permanente ». La Commission permanente est un format réduit de l'assemblée plénière, créée pour faciliter l'examen des dossiers au quotidien entre les séances plénières du Conseil régional. Compte tenu du nombre de décisions à prendre, l'assemblée régionale lui délègue une partie de ses attributions. La « CP » se réunit au moins une fois par mois, sous l'autorité du Président du Conseil régional. Après examen en réunion hebdomadaire de notre groupe, c'est là que nous votons ou refusons les demandes d'aides financières des différentes structures éligibles (associations, collectivités, particuliers...).

Les élu/es en Commission permanente :

- Jean-Vincent PLACÉ page 18
- Anny POURSIHOFF page 23
- Laurence ABEILLE page 10

Notre rôle à la commission des Finances

La fonction première de la commission des Finances est d'examiner l'ensemble des rapports passés en commissions thématiques. On peut la comparer à une sorte de tamis passant au peigne fin tous les dossiers de subventions avant la CP. C'est lors de ces séances que nous pouvons retirer définitivement un rapport. D'où l'importance de lire tous les dossiers, ce à quoi s'est attachée Héléne Lipietz, vice-présidente de la commission. Un second rôle pour les élu/es est celui qu'ils ont joué lors de la discussion sur les critères d'éligibilité et de bonification des subventions attribuées. Les élu/es de la majorité ont pris à cœur de définir ces critères permettant une gestion équitable des demandes, les Verts étant moteur dans le débat. Il faut enfin rappeler l'action des Verts dans les marchés publics, les jurys de concours et la commission des Finances, qui ont régulièrement mis l'accent sur l'écologisation des politiques publiques.

- Héléne LIPIETZ, vice-présidente de la commission Finances, page 25
- Laurence ABEILLE page 10
- Jean-Vincent PLACÉ page 18

Les pages qui suivent présentent le travail mené par les Verts dans chaque commission thématique.

Dans le cas, particulier, des vice-présidences Vertes, nous vous proposons de vous reporter à leurs pages respectives :

- Francine BAVAY, Développement social, santé, handicap, économie sociale et solidaire, page 15
- Michel VAMPOUILLE, Environnement, développement durable, écorégion, page 8
- Mireille FERRI, Aménagement du Territoire, Interrégional, de l'Égalité Territoriale et des Contrats Régionaux et Ruraux, page 31
- Marc LIPINSKI, Enseignement Supérieur, Recherche et de l'Innovation Scientifique et Technique, page 16



Culture



Le budget Culture est de 89 millions d'euros en 2008, il était de 70 millions en 2005. Il s'organise autour de 3 piliers principaux : le spectacle vivant avec le soutien aux réseaux, le soutien aux festivals ou la politique des conventions de permanence artistique, qui connaît d'ailleurs un vif succès auprès des compagnies et des lieux franciliens ; le cinéma, avec le soutien à la production et la postproduction aux œuvres cinématographiques, audiovisuelles et d'animation de plus de 15 millions en 2008, ainsi qu'à la post-production ; et enfin le livre, dont la politique a été adoptée en 2006 avec la création notamment de l'observatoire régional du livre et de l'écrit, «le Motif», mis en place en janvier 2008. Attachés à la diversité culturelle, à la création artistique et à l'emploi, à la liberté d'expression et de création, les Verts agissent pour que les politiques régionales œuvrent dans ce sens et soient menées en concertation avec les professionnels et les publics. Ils travaillent actuellement à ce que la Région s'engage dans le soutien aux ateliers d'artistes et aux médias, télévisions et radios, diffusées via le web.

- Hervé BOURDIN, président de la commission, page 9
- Yves FRÉMION page 30 • Corinne RUFET page 32

Transports et déplacements



Depuis 2005, le premier budget de la Région a fortement augmenté : d'un peu plus de 800 millions d'euros, il est passé à 1,4 milliard en 2008, dont 80% pour les transports collectifs. Les Verts se sont opposés à l'adoption du Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013, notamment en raison de l'insuffisance des crédits consacrés aux transports collectifs. Si aucun projet d'aménagement routier n'y figure, il ne reprend pour les transports en commun que des opérations du précédent contrat. Les Verts défendent aussi, au STIF et au conseil régional, l'augmentation des crédits relatifs aux transports de marchandises alternatifs à la route, aux infrastructures de protection phonique et la mise en place d'une tarification juste et équitable. A l'initiative des Verts, la région a ainsi créé le *ticket t+*, dont la mise en œuvre actuelle ne constitue pour nous qu'une première étape, et a introduit une tarification sociale : gratuité pour les bénéficiaires du RMI, 75% de réduction pour les bénéficiaires de certains minimas sociaux. Les Verts soutiennent bien sûr la carte Imagin'R, pour les étudiant/es et apprenti/es et l'extension du dispositif PAM (transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite).

- Jean-Pierre GIRAULT, président de la commission, page 11
- Alain AMÉDRO page 12 • Catherine CANDELIER page 17



Démocratie régionale

Deux nouveaux dispositifs d'aides régionales aux associations ont été adoptés, l'un pour soutenir les projets de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes, l'autre pour aider à la structuration et le regroupement des associations. Nous avons obtenu que les processus de sélection des projets pour ces deux dispositifs soient complètement transparents. Le Conseil régional de la jeunesse a été renouvelé en 2008, le Conseil de l'égalité est maintenant opérationnel et une aide au tiers secteur audiovisuel vient d'être adoptée – le montant de l'aide prévue a d'ailleurs été doublé par un amendement Vert. Enfin, grâce aux Verts, les web-radio et web-télé, « oubliées » du dispositif, feront l'objet d'une étude particulière dès 2009.

- Anne SOUYRIS, Présidente de la commission, page 29
- Zine-Eddine MJATI page 33 • Liliane PAYS page 27



Politique de la ville et sécurité

Grâce à une approche pragmatique et pédagogique, les Verts ont gagné la bataille sur la vidéosurveillance avec l'élaboration d'un cahier des charges par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme. Conséquence : une procédure d'installation de caméras extrêmement contraignante pour les proviseurs, les incitant à une approche globale des questions de sécurisation des lieux et non plus sécuritaire. Parce que les filles et jeunes femmes sont les traditionnelles oubliées de la politique de la ville, les Verts en ont fait leur deuxième bataille de cette mandature : faire revenir les jeunes femmes des lieux où elles étaient exclues (équipements sportifs, culturels...) et encourager les associations à créer des programmes et actions spécifiques aux filles. Les porteurs de projet sont tenus de fournir dans leur rendu d'activité des données genrées sur le public concerné. Les premiers éléments statistiques montrent que les filles/femmes sont souvent exclues des actions, exclusion au mieux inconnue puisque non identifiée, au pire admise au nom de la « paix sociale », les élu/es des autres groupes semblant croire que le monde des filles des quartiers est un monde sans problèmes.

- Hélène LIPIETZ, Secrétaire de la commission page 25
- Lucien FERRIER page 22 • Anne SOUYRIS page 29



Logement

Premier cheval de bataille pour le logement : l'augmentation des crédits ! Le budget a été porté à plus de 169 millions en 2008. Ensuite, la qualité environnementale dans les logements sociaux subventionnés. Les « primes » HQE, énergie... sont devenues des conditionnalités, ce qui n'empêche pas les dossiers d'arriver, toujours plus nombreux. Les aides pour les logements intermédiaires ont été réorientées vers les logements pour les plus démunis et l'aide aux associations d'insertion par le logement a été renforcée. La Région a aussi décidé d'entrer dans l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain. Mais sous conditions : les Verts ont tenu à ce qu'une politique autonome soit maintenue, les démolitions non financées et la HQE prise en compte dans les opérations. Enfin, la

Région s'est dotée d'un outil d'action foncière (l'EPFIF) afin de lutter contre la spéculation et aider les collectivités à réaliser des logements sociaux ou services... sous réserve de compatibilité avec les objectifs du Schéma directeur (SDRIF) !

- Guy BONNEAU, vice-président de la commission, page 20
- Michèle LOUP page 7 • Liliane PAYS page 27



Développement économique et emploi.....

Soutien aux éco-filières, développement de l'Economie Sociale et Solidaire, relocalisation, écologisation des acteurs de l'économie et développement économique endogène (sur et pour le territoire) : voilà ce qui peut définir l'intervention des Verts en matière de développement économique. L'année 2008 fut celle de l'adoption d'un rapport cadre définissant une stratégie de développement économique écologique. Parmi les mesures concrètes adoptées :

- le renforcement des chartes environnementales des Zones d'activité économiques (ZAE), en imposant par exemple la prise en compte de la biodiversité,
- la mise sous condition de toute aide régionale à l'immobilier d'entreprise à la norme Bâtiments Basse Consommation, « BBC » (50kWh/m²/an),
- réserver 30% d'une des principales aides directes aux éco-filières, ou aux entreprises s'engageant à écologiser leur activité.

Enfin, les Verts ont obtenu la création de l'Atelier, centre de ressources de l'Economie Sociale et Solidaire.

- Jean-Marc BRULÉ, président de la commission, page 26
- Francine GUILLAUME page 28 • Anny POURSIHOFF page 23

Formation professionnelle et apprentissage



Les Verts interviennent principalement autour de trois grands axes dans le domaine de la formation professionnelle :

- la prise en compte de l'environnement et de ses métiers,
- la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes,
- la mise en place d'un service public régional de l'emploi et de la formation professionnelle, contre un recours systématique à la mise en concurrence des acteurs.

Prendre en compte l'environnement, c'est améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments financés, notamment les CFA (centre de formation des apprentis/es), mais c'est aussi assurer l'enseignement des techniques les plus écologiques pour chaque métier et former suffisamment de professionnel/les dans les éco-filières. Dans le cadre de la création d'un Service public de la formation professionnelle, les Verts défendent l'idée de s'appuyer sur une coordination des acteurs de terrain, contre la logique de mise en concurrence de simples prestataires de formations. C'est dans cette logique qu'ils soutiennent la lutte des salarié/es de l'AFPA (association nationale pour la formation professionnelle des adultes) contre son démantèlement en cours par l'État.

- Michèle LOUP, Vice-Présidente de la commission, page 7
- Michèle GASPALOU page 21 • Liliane PAYS page 27



Lycées et politiques éducatives

Diminuer la vidéosurveillance dans les lycées, interdire la biométrie, construire et rénover les lycées en HQE : tels sont les combats portés [et gagnés] par les Verts en commission Lycées. Ils ont aussi obtenu l'introduction du bio, à titre expérimental, dans les menus de 20 lycées, une étude sur le bruit dans les restaurants scolaires et une dotation sortie scolaire en faveur des élèves des franges. Ils soutiennent bien sûr la politique régionale de gratuité des manuels scolaires et depuis octobre 2007, la Région offre aux lycéen/nes de seconde et aux apprenti/es en première année une clé USB fournie en logiciels libres. En cas de difficultés financières, la Région propose une aide à la demi-pension, mais hélas trop rarement transposée dans les lycées par leurs services. Au total, 17,44 millions d'euros sont consacrés à l'aide aux familles (manuels, demi-pension...) sur le budget 2008.

- Sylvie DUFFRENE, vice-présidente de la commission, page 13
- Laurence ABEILLE page 10 • Pascal MAROTTE page 24



Sport, tourisme, loisirs

Cette commission compte trois volets, répartis entre nos trois commissaires. Côté sport, les Verts encouragent l'accès au sport pour tout/es et s'opposent à la subvention de sports mécaniques, polluants et bruyants. Leur combat contre le Grand Prix de Formule1 en est un bon exemple. Côté tourisme, nos commissaires travaillent à développer le tourisme vert (en particulier au sein du puissant Comité Régional du Tourisme) et favorisent l'accessibilité aux personnes handicapées. Enfin côté loisirs, les Verts ont obtenu le lancement d'une étude sur l'accessibilité aux bases de loisirs pour les personnes handicapées et ont soutenu la Base de plein air et de loisirs de Buthiers pour devenir un modèle écolo : marais classé Réserve naturelle volontaire, solarisation de l'ensemble de la Base, jument de débardage, toiture végétale, panneaux solaires...

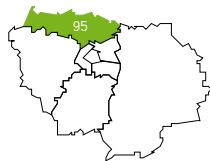
- Zine-Eddine MJATI, Vice-Président de la commission, page 33
- Sylvie DUFFRENE page 13 • Pascal MAROTTE page 24



Actions internationales et européennes

Ce secteur soutient coopérations décentralisées, projets associatifs, aide à la reconstruction des victimes de catastrophes et cogestion des demandes de fonds structurels européens. En 2008, nous avons amorcé la Banque mondiale des Villes (*Global Fund for Cities Development*), projet soutenu par les Verts de la Région depuis des années et pour lequel l'Île-de-France a été mandatée par les grandes organisations mondiales des villes afin de présenter un projet opérationnel à la communauté internationale. Trois applications démarreront fin 2008 : réseau de transports à Tananarive (Madagascar), prévention des inondations et assainissement des quartiers à Belo Horizonte (Brésil), réhabilitation des quartiers historiques de Makati aux Philippines. Nous avons repris les échanges avec le Grand Casablanca et lancé de nombreuses initiatives européennes. La Région est en pointe dans la préparation de l'Exposition Universelle 2010 à Shanghai et notre engagement depuis 2005 en matière de Droits de l'Homme pour la libération d'Ingrid Betancourt a été récemment comblé ! Mais la situation au Tibet reste une préoccupation constante dans nos échanges avec la Chine.

- Jean-Félix BERNARD, président de la commission page 14
- Alain AMÉDRO page 12 • Catherine CANDELIER page 17



Michèle LOUP

Chargée d'une mission sur l'égalité femmes/hommes
Vice-présidente de la commission
Formation professionnelle et apprentissage



L'action de Michèle Loup a porté principalement sur deux axes.

La mise en œuvre de l'égalité Femmes/Hommes :

- L'organisation de journées événementielles
 - Lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre
 - Les journées de lutte pour les droits des femmes du 8 mars
- Multiples actions et interventions pour que les inégalités et discriminations dont sont victimes les femmes (la moitié de la population !) ne soient pas totalement ignorées dans les différentes politiques publiques menées par le conseil régional, comme par exemple :
 - Pour l'intégration de ces inégalités et discriminations Femmes/Hommes dans le rapport Lutte contre les discriminations et l'intégration de la dimension du genre dans l'appel à projets « Lutte contre les discriminations » comme critère à prendre en compte dans l'attribution des subventions
 - Travail sur l'élaboration d'un document « Le genre dans la communication » expliquant pourquoi il est important de féminiser la communication (lutter contre l'invisibilité des femmes, contre les stéréotypes sexués, pour ouvrir la mixité des métiers...)
 - Multiples interventions en commission « Formation professionnelle et apprentissage » pour l'élargissement des choix professionnels des filles et femmes
 - Travail pour aboutir à l'élaboration d'une délibération concernant l'accès au logement pour les femmes victimes de violences.

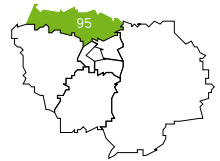
Dans son département, le Val d'Oise, ses deux principales actions ont été :

- **Sur le prolongement de l'A 16** : action pour faire se prononcer le conseil régional d'abord pour demander à la CNDP l'organisation d'un débat public et, une fois celui-ci obtenu, pour que le CR se prononce pour le tracé le moins impactant pour l'activité agricole. Michèle a également réalisé le « Cahier d'acteur » des Verts. Le débat public a pesé sur la décision du ministre qui a accepté ce tracé.
- **Contre la transformation en décharge, par comblement par des déchets « inertes », d'un magnifique lac de 13 ha** (30 mètres de profondeur, 700 espèces faunistiques et floristiques, masse d'eau pure de plus de 2 millions de mètres cubes...) entouré de 14 ha de bois.



Michel Vampouille

Vice-Président chargé de l'environnement,
du développement durable et de l'écorégion

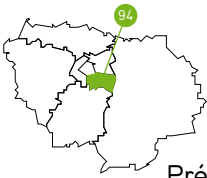


Vice-président chargé de l'environnement et du développement durable, j'ai orienté l'action de la Région autour des deux grands enjeux écologiques du XXI^e siècle que sont le changement climatique et l'érosion de la biodiversité. Ces deux thèmes se déclinent dans toutes les politiques que j'ai réorientées ou créées. A l'évidence dans la politique régionale en faveur des énergies renouvelables, qui connaît un développement important en cette fin de mandature et dans la mise en œuvre de la stratégie régionale de la biodiversité adoptée en 2007, mais aussi, par exemple, dans la politique de l'eau, orientée vers la qualité des milieux, qui intègre l'efficacité énergétique, ou dans celle de l'agriculture, avec le soutien important aux productions bio, et avec l'action pour redévelopper des productions locales de qualité, y compris en zone périurbaine.

J'ai cherché à ce que la prise en compte de ces deux enjeux s'intègre dans la volonté commune de la Région de réduire les inégalités sociales. C'est le cas dans la politique de l'énergie qui a comme cible principale le logement social et la réduction des charges locatives comme dans celle de l'acquisition et l'ouverture au public d'espaces verts et naturels qui sont les lieux de détente privilégiés de tous ceux qui ne partent ni en vacances ni en week-end.

L'action publique ne se développant qu'à partir du moment où la pression sociale s'accompagne de la mise en évidence des enjeux et des solutions, j'ai voulu que nous construisions les outils nécessaires à la connaissance des données environnementales et à leur diffusion. Ainsi, après le renforcement de notre soutien à l'observatoire de l'air (Airparif), nous avons donné un nouveau souffle à l'observatoire des déchets (Ordif), nous avons créé l'observatoire du bruit (Bruitparif), et récemment celui de la biodiversité (Natureparif).

La mandature n'est pas terminée et l'année 2009 est chargée pour le développement durable au Conseil Régional (finalisation des plans déchets, de l'agenda 21, du PRQA, engagement du Plan Climat...), elle pourra être l'occasion de l'expression des Verts dans les phases de consultation publique de ces travaux.



Hervé Bourdin



Président de la commission Culture et nouvelles technologies
Secrétaire général du Fonds régional d'art contemporain (FRAC)

Élu à temps plein, Hervé Bourdin est choisi en début de mandature pour le poste de Président de la commission Culture et nouvelle technologie. Pour lui, ce titre pompeux ne cache rien d'autre que la mise en lumière de tous les dossiers que veut bien présenter le Vice-Président à la Culture et NTC. La plupart sont des dossiers de reconduction dans différents domaines de l'investissement et du fonctionnement.

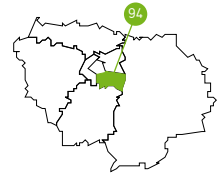
S'ajoutent la présentation et le travail autour de plusieurs rapports qui ont permis de mener les nouvelles politiques culturelles de la région. Plusieurs rapports d'importance ont fait l'objet de concertation. Sur le spectacle vivant et l'aide à la permanence artistique, sur le cinéma et la mise en place des aides apportées, tant à la production que la post-production, sur les résidences d'auteurs, sur la lecture publique, sur les ateliers d'artistes. Tous ces rapports ont abouti à la mise en place d'actions concrètes.

En bref, le budget culture, c'est 60 millions d'euros, dont 16 pour le cinéma, 15 pour le spectacle vivant, 4 pour la lecture, 13 pour la musique et 1 pour les arts plastiques, dont plus de la moitié pour le FRAC.

En tant que Président de la commission Culture, Hervé siège de droit dans un certain nombre d'organismes associés ou dépendant directement de la région. Au FRAC, notamment. Cet organisme vit actuellement une réorganisation qui, espère-t-on, aboutira à une meilleure considération des artistes Franciliens. A l'ONIF, Orchestre de l'Ile de France, qui récupère à lui seul 80% de la somme consacrée à la musique. Il siège aussi au Chœur Vittoria, une chorale semi professionnelle dirigée par des professionnels. Au Festival d'Ile-de-France, manifestation qui se tient entre septembre et octobre dans une quinzaine de villes franciliennes. Et au Fonds d'acquisition d'œuvres d'arts, qui aide avec la DRAC, à l'achat d'œuvre d'art pour les musées d'Ile-de-France. A ces conseils d'administration qui se réunissent très régulièrement, il faut ajouter les conseils d'administration des lycées et autres établissements d'enseignements.



Laurence Abeille



Membre de la Commission permanente,
de la commission des Finances, de la commission des Lycées,
de la commission Développement social

L'action au quotidien de Laurence Abeille est, la majeure partie du temps, au plus près du terrain, c'est-à-dire des citoyens et des associations, et des élus locaux. Faire connaître et expliquer les politiques régionales est un travail permanent et passionnant, parce qu'il permet, dans le débat, le dialogue, de réaliser aussi une évaluation en continu de ces politiques et de leurs pertinences.

Les questions qui reviennent le plus souvent concernent les emplois tremplins, ou encore l'action régionale dans le domaine du logement, de la culture, de la politique de la ville, etc. Alors tous les jours, les rencontres se succèdent avec les porteurs de projets, pour comprendre leurs objectifs, les guider au mieux. Chaque jour, la question se pose de savoir ce qu'on pourrait améliorer, changer. C'est parfois un peu décourageant tant les besoins sont immenses ! Mais c'est aussi une grande satisfaction quand les projets régionaux que l'on a défendus rencontrent l'adhésion des Francilien/nes.

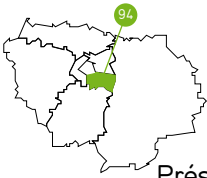
Bien sûr, un des sujets majeurs reste la question des transports collectifs. Laurence a par exemple beaucoup travaillé avec les associations et les collectivités locales pour obtenir le financement des études de la prolongation de la ligne 1 du métro à Val de Fontenay.

Autre sujet important, la petite enfance : Laurence a défendu la création d'une politique régionale d'aide à la construction et rénovation de crèches.

Elue du Val-de-Marne, elle s'est beaucoup investie dans le SDRIF, qui justement a pour objectif de nombreux projets qu'elle suit de près, sur sa ville de Fontenay-sous-Bois, et plus largement.

Au plus près du terrain, c'est aussi le travail avec la Mission Locale, avec les entreprises d'économie sociale et solidaire, et les élus locaux. Et bien sûr dans les conseils d'administration des lycées, une dizaine dans le Val-de-Marne.

Au Conseil régional, Laurence siège à la Commission permanente, ce qui implique une grande polyvalence. C'est aussi cette polyvalence qui l'intéresse, pour la vision générale qu'elle procure sur les interventions de la Région.



Jean-Pierre Girault



Président de la commission des Transports et de la circulation
Administrateur du Syndicat des Transports d'Île-de-France (Stif)
Membre des Commissions d'Appel d'Offres
du Conseil régional et du Stif

Figurant parmi les premières priorités des Francilien/nes, les transports collectifs nécessitent de l'anticipation, des moyens financiers, une tarification juste et une organisation clairvoyante. En portant les idées des Verts sur le sujet, Jean-Pierre Girault est intervenu sur ces différents aspects.

Première proposition, débloquer des moyens par le biais d'un grand emprunt populaire pour les transports. En proposant un placement utile, rentable, à l'abri des *subprimes*, nous y gagnons tous. Le Président de Région l'a compris et porte à son tour cette idée.

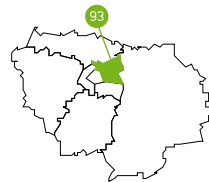
Pour plus de justice, Jean-Pierre Girault a porté un amendement au budget sur la tarification sociale. Si la proposition a été portée par la suite par le groupe communiste, les Verts peuvent être fiers d'être à l'origine du droit à se déplacer pour tou/tes. Choisi comme représentant de l'Île-de-France par la SNCF pour participer au groupe de travail « TERx4 », l' élu a tissé un réseau avec les différents opérateurs (Optile, RATP...) et organisé un colloque pour les élu/es Verts aux transports et pour les membres de la commission nationale Transports des Verts, avec le président de RFF et le directeur des TER et des Transiliens à la SNCF.

Penser global, agir local aussi. Au Stif, il encourage le Mobilien et les lignes express en grande couronne. Seul Vert au Conseil d'administration d'Orbival, il défend ardemment Arc Express et répond présent pour faire la promotion, au côté des militant/es, de nouvelles lignes, ou des parkings pour desservir les lignes de bus. Ou encore à Domont, Saint-Germain-en-Laye, Voisins-le-Bretonneux pour débattre des projets d'autoroutes. Son argumentation ? En démontrant que 60% de la circulation routière est locale, il encourage la création de lignes de bus pour répondre aux besoins. CQFD !

Amoureux de la Petite Reine, il proposera dans le Contrat départemental un réseau de pistes cyclables pour le Val-de-Marne. Avant de se pencher sur toute l'Île-de-France : le Président de Région vient de lui confier une mission sur l'autopartage et les vélos en libre service. Rapport à remettre dans un an.



Fichier Edvige*



Nom : AMEDRO

Prénom : Alain, Robert, Eric **Date de naissance** : 68art !

Association, parti politique : tiers-mondiste : participe à des actions de solidarité avec le Sud, membre actif de la commission internationale ; environnementaliste : s'oppose très jeune à un barrage dans les Cévennes, préfère le vélo à la voiture ; écologiste politique depuis 1993.

Préférence sexuelle : non déterminée, en cours...

Manifestations (vu et actif) : Droits des minorités en Chine, pro-Tibétains, solidarité avec les sans-papiers, action contre l'amiante, mobilisations contre les nuisances aériennes, collectif contre un hyper centre commercial : Aéroville...

Responsabilité politique: Vice-président du groupe Les Verts en charge du journal *Eco-région*, déjà 10 numéros, marquant l'autonomie politique du groupe au Conseil régional.

Rapport avec la société civile : actif dans le débat public puis dans ses fonctions d'élu contre le CDG-Express, pour un RER B de qualité en lien avec collectif associatif. Présent dans une dizaine de réunions publiques dans le 93, 77 et 75.

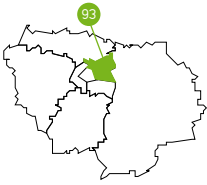
Rapport aux autorités : est capable de rappeler l'Etat à ses promesses (financement des transports). Ex. : attaque le président Sarkozy sur son instrumentalisation du RER A (*Nouvel Obs*), mais aussi les socialistes (*20 minutes* « Alain Amédéo : "Huchon doit réfléchir à son message" ») rappelant la volonté des Verts d'un véritable plan de financement pour les transports).

Idées farfelues : action au STIF pour un ticket 1H30 en lien avec ses collègues régionaux, discours en jaune pour la protection des abeilles et contre les OGM...

Individu dangereux : s'attaque à la vidéosurveillance (a retardé les programmes au STIF), rappelle les autorités à la mise en place effective de l'anonymat sur le Pass Navigo, n'aime pas les fichiers qui menacent les libertés publiques.

Internet : possède un blog militant et engagé : <http://alainamedro.rsfblog.org/>

* fiche presque imaginaire



Sylvie Duffrene



Vice présidente du Comité régional du tourisme (CRT)
Membre des commissions Lycées et Sports, loisirs, tourisme

Dans le cadre de la commission Sports, loisirs, tourisme (SLT), elle s'est investie dans le domaine touristique, en tant que Présidente de l'Espace du Tourisme d'Île de France, puis Vice-présidente du Comité régional du tourisme (CRT).

Sous sa présidence, la politique de développement des points d'accueil touristiques régionaux, qui a pour objectifs de renforcer la qualité du service rendu à nos visiteurs et d'améliorer la visibilité régionale, s'est concrétisée par l'ouverture de quatre points d'accueil sur l'aéroport de Roissy. Cette expérience lui a permis d'émettre des préconisations pour l'amélioration de la qualité de l'accueil touristique dans notre région, dont certaines sont aujourd'hui appliquées ou en voie de l'être.

Par ailleurs, chargée d'une mission sur le développement durable du tourisme, elle place cette problématique au cœur des réflexions, tant des institutionnels que des professionnels. Les premiers travaux contribueront à l'élaboration du futur schéma régional du tourisme 2010, dont l'un des axes majeurs sera le développement durable du tourisme en Île de France. Au quotidien, elle propose la mise en place de « bonnes pratiques » au sein du CRT.

Membre de la commission Lycées, elle a plus particulièrement suivi le dossier du futur lycée à section internationale, qui sera implanté à Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis en s'attachant, avec d'autres élus, à sa sectorisation partielle afin d'assurer aux élèves du 93 et de proximité, un accès dans ce lycée par nature élitiste.

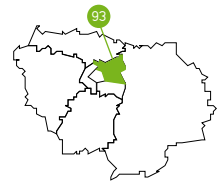
Localement, elle a porté le dossier de la protection du Bois Saint-Martin. Cet espace naturel au sud de la Seine-Saint-Denis, est formé de 278 ha de forêts et plaines remarquablement préservées. Alors que les pouvoirs publics locaux souhaitent l'ouverture au public de ce bois, elle a obtenu le principe d'une gestion régionale par l'Agence des Espaces Verts de ce patrimoine naturel, afin d'en assurer la sauvegarde.

Dans l'hémicycle, elle a notamment défendu l'enseignement des langues régionales en Île de France.



© Salon des Solidarités

Jean-Félix Bernard



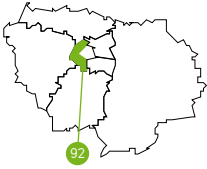
Président de la commission Actions internationales et affaires européennes
Administrateur d'Airparif, réseau de surveillance de la qualité de l'air en Ile-de-France

Relations internationales, pollution de l'air et justice sont les trois dossiers qui ont rythmé le travail de Jean-Félix Bernard dans la continuité de la dernière mandature. Principal dossier défendu : la « Banque Mondiale des Villes* ». Sur le modèle de la Banque Mondiale (sans ses travers), ce projet totalement nouveau suivi par Jean-Félix permettra de mutualiser la solidarité planétaire entre les villes et de réaliser des grosses infrastructures dans des villes en développement. L'Ile-de-France a été mandatée par les deux principales associations de villes mondiales (Cités et Gouvernements Locaux Unis et Metropolis) pour présenter ce projet d'aide au développement, géré par les collectivités, pour les collectivités. Des projets ont d'ores et déjà été désignés comme premiers secteurs d'intervention.

Ancien Président du Conseil national de l'air, Jean-Félix siège par ailleurs à Airparif et effectue un travail de veille régulier sur la pollution de l'air en Ile-de-France. Il préside actuellement le comité de pilotage sur l'étude de la pollution à proximité des grandes voies de circulation. De premiers résultats ont été publiés, sur la Porte de Gentilly. Par ailleurs, il intervient pour une meilleure sensibilisation sur la pollution par les particules.

Enfin, 12 ans après le début de l'affaire des marchés truqués des lycées, Jean-Félix arpente toujours les parquets des tribunaux. Le Conseil de la concurrence a rendu un avis en mai 2007 condamnant les entreprises impliquées dans les affaires des marchés truqués des lycées d'Ile de France à une amende de 47,3 millions d'euros (confirmée dans sa quasi totalité en appel), le maximum qui leur était permis d'infliger, soit le prix de deux lycées ou d'environ 22 000 fois l'indemnité d'un conseiller régional ! L'argent public commence donc à revenir, grâce aux Verts. Il reste qu'en toute logique cet argent, récupéré par l'Etat, devrait revenir à la collectivité régionale, victime du préjudice, sans préjuger de ce qu'elle pourrait réclamer dans son recours en procédure civile.

* Intitulé officiel : Global Fund for Cities Development (GFCD) / Fonds Mondial de Développement des Villes (FMDV).



Francine Bavay

Vice-présidente en charge du Développement social,
de l'Economie sociale et solidaire,
de la Santé et du Handicap



En juin 2008, Francine Bavay a fait adopter un rapport rénovant la politique de développement social et de santé qu'elle mène depuis 1998. Face au désengagement croissant de l'Etat, ces programmes ont pour objectif de lutter contre les inégalités sociales et territoriales et de favoriser l'autonomie des personnes dépendantes.

Aujourd'hui, la Région finance des services d'urgences, des centres de santé, des centres médico-psychologiques, des centres prénataux, et soutient des structures d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes discriminées du fait de leur âge ou de leur handicap, sans-abri, femmes victimes de violence, habitant/es des bidonvilles... Des clauses environnementales et sociales conditionnent désormais les projets d'investissement, pour inscrire une haute qualité environnementale dans le bâti et encourager l'insertion par l'activité économique. Autre nouveauté, le dispositif Api Mom offre des heures de garde d'enfant aux familles bénéficiaires de l'allocation parent isolé. Enfin, une campagne francilienne d'information sur les droits à la sexualité, la contraception et l'avortement, en coordination avec les associations, a vu le jour en janvier dernier. Afin d'accompagner le boom des naissances et le vieillissement de la population, le Schéma des Formations sanitaires et sociales a développé l'apprentissage et tend vers la gratuité des formations d'aides soignantes et auxiliaires de puériculture.

En 2009, les premières opérations de soutien aux centres médico-sociaux intégrant des critères environnementaux et sociaux pourront voir le jour.

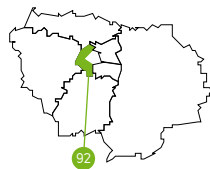
Devant le succès de la campagne francilienne d'information sur les droits à la sexualité, la contraception et l'avortement, en coordination avec les associations, qui a vu le jour en janvier 2008, celle-ci sera rééditée en janvier 2009.

Sur le plan de l'Economie sociale et solidaire, autre axe de sa délégation, la Vice-présidente a complété la boîte à outils de la politique conçue en 2005, avec notamment un fonds d'investissement dédié. L'Atelier, le centre de ressources régional de l'économie sociale et solidaire, a ouvert ses portes au public, tandis que le guide « Vivre autrement en Île-de-France » recense les dispositifs d'appui à la création d'activités d'utilité sociale. En ces temps de crise financière, l'initiative économique citoyenne recèle bien des promesses, mais il reste un long chemin à parcourir pour atteindre la société de sobriété écologique et solidaire à laquelle aspirent les Verts...



Marc Lipinski

Vice-président chargé de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation scientifique et technique



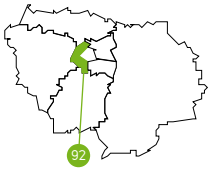
A lors que l'Etat parle beaucoup mais en réalité se désengage, Marc Lipinski mène depuis quatre ans une politique ambitieuse dotée de budgets en hausse chaque année. En 2008, près de 200 M€ auront été affectés aux acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Les Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) constituent le dispositif phare de la politique de Marc. Dans les 14 DIM labellisés, les réseaux d'équipes de recherche sont financés en pluriannuel en équipement et en fonctionnement. Pour moitié, ces DIM concernent les sciences du vivant et trois d'entre eux sont explicitement consacrés à des problématiques environnementales : le Réseau régional pour le développement soutenable ; Agrosociétés, territoires, écologie ; Santé, environnement, toxicologie. D'autres concernent les sciences exactes ou les sciences humaines. Parmi eux, l'Institut Emile du Châtelet créé à l'initiative de Marc dans une démarche volontariste de soutien aux recherches sur « les femmes, le sexe et le genre ».

Particulièrement innovants aussi, les PICRI (Partenariats Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation) ont été imaginés par Marc pour promouvoir des programmes de recherche reposant sur une collaboration étroite entre laboratoires de recherche publics et milieux associatifs. A l'issue de la 4^e année, ce sont plus de 40 partenariats qui auront été sélectionnés pour un soutien pluriannuel à des projets dans les domaines de l'environnement, de la santé publique, du handicap, de la démocratie participative...

Pour l'enseignement supérieur, Marc donne la priorité à l'amélioration des conditions de vie étudiante, en particulier en construisant et rénovant des bibliothèques. Ici comme en recherche, les bâtiments financés doivent répondre à des exigences énergétiques et environnementales.

L'année 2009 marquera une profonde évolution dans le soutien régional à l'innovation. Marc organise une véritable réorientation des soutiens financiers régionaux vers les éco-innovations et l'éco-design. Le lien avec l'innovation en matière d'usages numériques se concrétisera par un rapprochement physique et hautement symbolique des structures dédiées à ces activités.



Catherine Candelier

Vice-présidente du groupe Verts
Vice-présidente du Port Autonome de Paris



Pour résumer le mandat régional de Catherine Candelier, deux mots : ténacité et passion ! Depuis 4 ans, elle a suivi pour le groupe le processus de révision du SDRIF, appuyant Mireille Ferri et son formidable travail. Des centaines d'heures en tout pour élaborer notre projet régional écolo d'aménagement du territoire. Il fallait au départ oser la densification, l'objectif de 30% de logements sociaux, la préservation des espaces agricoles, la priorité aux transports en commun, le souhait d'une ville multifonctionnelle : et nous l'avons fait !

En matière de transports, Catherine est particulièrement fière d'avoir été l'aiguillon de la majorité, séance après séance, pour que la Région s'intéresse enfin au transport fluvial. Nous avons mis en place une première navette sur la Seine, nous approfondissons nos échanges avec le Port Autonome de Paris, où elle est vice-présidente.

La mise en œuvre du ticket T+ a aussi donné lieu à une rude bataille, qu'elle a menée pour le groupe lors de la séance budgétaire de 2006. Nous sommes conscients que cela ne suffit pas, qu'il nous faudra encore persuader pour élargir le dispositif « un ticket une heure trente » sur l'ensemble du réseau.

En 2005, elle a porté notre « niche » sur l'éco responsabilité régionale. Nous avons progressé dans nos achats, nous trions désormais nos déchets à la source ! Ce travail se poursuit dans le cadre de l'élaboration de l'agenda 21 à laquelle Catherine participe.

Elle s'efforce d'être présente dans les organismes dans lesquels elle a été nommée : 6 lycées, un hôpital, l'Arene, le syndicat mixte du Val de Seine, le Port Autonome...

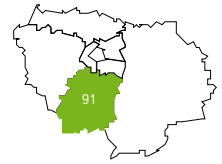
Son mandat régional, c'est évidemment un travail avec les adhérents des Hauts-de-Seine sur de nombreux sujets : transports, aménagement du Val de Seine, la Défense, pollutions...

Elle contribue régulièrement à Ecorégion, à la rédaction de communiqués, à notre site internet (sans oublier son blog : <http://catherine.candelier.over-blog.net>). Parce que pour Catherine, il est aussi important de savoir faire que de faire savoir !



Jean-Vincent Placé

Président du groupe Verts
Président de Natureparif



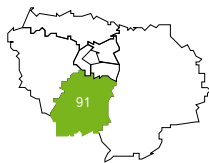
Sur le perron du Conseil régional, les élu/es Verts mettent leurs débats internes aux Verts entre parenthèses pour se consacrer uniquement aux affaires franciliennes. C'est dans cet esprit que Jean-Vincent préside le groupe depuis 2004 : la recherche d'une cohésion maximale pour peser le plus possible face à nos partenaires. Il encourage notamment le débat et la réflexion pour faire émerger des consensus et des synthèses portant radicalement les idées écologistes. S'appuyant sur la diversité du groupe, il défend la représentation des Verts dans les différents organismes et commissions pour faire entendre la voix écologiste. Franc et loyal avec le Président de Région, il a créé avec lui comme avec les autres groupes politiques une relation directe qui cultive à la fois rapport de force, compromis et respect mutuel. Les négociations budgétaires, en particulier en début de mandature, ont fait l'objet d'âpres batailles. Qui ont largement profité *in fine* aux politiques chères aux Verts (voir rubrique budget).

A Bruxelles, il représente l'Île-de-France au Comité des Régions, organisme consultatif de l'Union européenne sur les politiques régionales communautaires. Tâche immense car il est le seul Vert des 27 pays de l'Union et aussi le seul Francilien de la délégation française.

Nouveau dossier pris en charge dernièrement par Jean-Vincent : la biodiversité. Élu Président de Natureparif, la première agence régionale en Europe consacrée à la nature et à la biodiversité, il anime un Conseil d'administration très varié, réunissant aussi bien les grandes entreprises, le milieu universitaire, que l'Île-de-France Environnement, l'ONF ou le Préfet ! A peine opérationnelle, l'Agence s'est déjà mise au travail (www.natureparif.fr). Unique en son genre, Jean-Vincent entend prendre son bâton de pèlerin pour que d'autres Régions s'inspirent de son format, afin de créer un réseau européen de la biodiversité.

Dans l'Essonne, il se mobilise sur le terrain, notamment pour la préservation du Plateau de Saclay. Combat qu'il n'oublie pas lorsqu'il négocie pied à pied le Contrat Région-Essonne : des deux futures maisons de l'environnement, l'une sera sur le Plateau et aura valeur de symbole.

Attaché au travail en lien avec le parti, il a veillé à encourager une communication, interne vers les militant/es et externe vers les Francilien/nes, positive et apaisée. Sur le principe : actif à l'intérieur et ça se voit à l'extérieur !



Marie-Pierre Digard

Présidente de l'Agence Régionale de l'Environnement
et des Nouvelles Energies

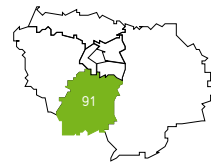


Présidente depuis juin 2004, Marie-Pierre Digard s'est attaché à développer l'Arene (<http://www.areneidf.org/>) afin qu'elle soit le Centre d'expertise et de ressources francilien du développement durable. Cette agence régionale est désormais le partenaire décisif d'une multitude de collectivités locales de notre région dans le montage de leurs projets. Son expertise et son professionnalisme sont reconnus dans des domaines « historiques » comme l'énergie, les agendas 21, l'éco-mobilité, l'éducation à l'environnement, mais aussi sur des thématiques nouvelles comme la coopération décentralisée ou le développement d'éco filières. Le succès de l'Arene se mesure par les nombreuses sollicitations dont elle fait l'objet (colloques, salons). L'agence est devenue incontournable lorsqu'il s'agit de parler développement durable et innovation. Partenaire de la Région, elle a participé à l'élaboration de nombreuses nouvelles politiques (plan de déplacements scolaires, aide aux particuliers dans le domaine des énergies renouvelables...) et a été actrice dans l'élaboration du SDRIF. Elle anime depuis 2007 l'Observatoire régional de l'énergie. Enfin, l'Arene est fortement engagée dans des projets européens (7 en 2008) sur l'efficacité énergétique, en collaboration avec d'autres agences européennes.

Marie-Pierre Digard est membre de la commission Recherche et enseignement supérieur, de la commission Environnement. Fine connaissance des arcanes de l'assemblée régionale, spécialiste des questions énergétiques, elle est une personne ressource importante pour le groupe. Marie-Pierre est attachée à son territoire, à la préservation des terres agricoles du plateau de Saclay et à la nécessaire rénovation des universités dont bien sûr la faculté d'Orsay, au développement des économies d'énergie, à une recherche qui permette l'innovation en respectant la planète et ses habitants. Coureuse de fond, Marie-Pierre a de l'énergie renouvelable à revendre !



Guy Bonneau



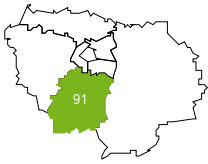
Premier Vice-Président de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF)

Vice-Président de la commission Logement et action foncière
Premier Vice-Président du Parc Naturel Régional du Gâtinais

En quatre ans, Guy Bonneau a pris la casquette de « Monsieur Logement » pour les Verts du Conseil régional. Ses représentations lui ont permis d'intervenir à tous les échelons du secteur, de l'acquisition du foncier (à l'EPFIF) à l'aménagement (travail sur le SDRIF), en passant par la qualité du bâti, la dimension sociale et le renouvellement urbain. Il participe au travail intense des versions successives du projet de SDRIF, en lien avec la commission des Verts IDF et s'investit pour faire de la pédagogie sur ce dossier. Principale bataille : la négociation sur la préservation du Plateau de Saclay, de ses précieuses terres agricoles (2300 ha) et le refus du transport en commun lourd. Mais aussi Draveil, le secteur de Limours, le Plateau de Vert le Grand, la Francilienne, le secteur de la RN20... Travail qu'il poursuit jusqu'à l'adoption du SDRIF en septembre 2008. Suite logique, il participe à la commission *ad hoc* sur la métropole francilienne et le Grand Paris. Au terme d'un travail d'ajustement des positions Vertes entre élus régionaux, commission SDRIF du CAR et élu/es Verts parisien/nes, une position a émergé.

Autre sujet de travaux pratiques, le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français où il impulse des thèmes régionaux, que ce soit la déclinaison des orientations du SDRIF à l'occasion de la révision de la charte du PNR ou par la mise en place d'outils incitant les communes rurales à produire des logements sociaux.

Vice-président de l'Etablissement public foncier régional et administrateur de celui des Yvelines, Guy cherche à impulser une politique de stratégie foncière de long terme, sur les secteurs d'urbanisation future ou dans lesquels des transports en commun sont prévus par le SDRIF. Il obtient la création d'une commission sur la prospective foncière à l'EPFIF - qu'il préside - appelée à bâtir une stratégie foncière pour la Région. Ces derniers mois, il a participé aux Etats généraux pour le logement en Ile-de-France, lancés par Christine Boutin. Sans surprise, une opposition de fond s'est manifestée entre la conception de la ministre, centraliste et de droite, à celle, décentralisée et de gauche, des élu/es régionaux de la majorité. Une contre-proposition a donc été rédigée. Car en matière de logement, il faut être « constructif » !



Michèle Gaspalou



Membre de la commission Formation professionnelle et apprentissage
Membre de la commission Démocratie régionale et jeunesse

Elle partage son temps « entre les murs » de la Région, l'Essonne (91) et le reste du territoire francilien.

A la Région, elle siège en Commissions Administratives Paritaires, en Comité Technique Paritaire et en Comité Hygiène et Sécurité.

Dans le Nord 91, elle suit les travaux de l'Agenda 21 (Juvisy/Orge), du Centre Information Jeunesse Essonne (Evry), des CFA Informatique (Orsay) et Sup'Optique (Palaiseau). A la Base de Loisirs de Draveil, elle a appuyé les requalifications de l'espace baignade et du Port de Plaisance, et l'étude d'une mini déchetterie. A la Commission Départementale de la Présence Postale Territoriale, elle veille à l'équilibre entre les retombées de la Plateforme Industrielle Courrier écoproformante de Wissous et le service en milieu rural. Attentive aux équipements restaurés à Grigny via le Conseil d'exploitation de la Régie Autonome du Renouvellement Urbain et à la préparation du contrat quadriennal 2010-2013 au Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire Paris Sud XI, elle a également posé une question orale en séance, sur l'introduction de la biométrie à la cantine du lycée de la Vallée de Chevreuse (à Gif-sur-Yvette) et a obtenu l'engagement de la Région de s'opposer à ce type de technologie liberticide dans les lycées franciliens.

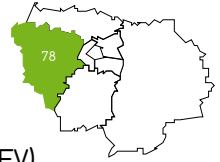
Dans le Sud 91, elle va à Etampes pour la Mission Locale, le lycée Geoffroy-St-Hilaire et le lycée Louis Blériot.

Hors 91, elle représente la région dans le :

- 75, à l'Observatoire Régional des Déchets d'Ile-de-France,
- 78, au Conseil Académique de la Vie Lycéenne de Versailles et au lycée franco-allemand de Buc,
- 94, à la Commission Locale d'Information et de Sécurité de l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères d'Ivry/Seine, au Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre et à la Commission de concertation avec l'enseignement privé de l'académie de Créteil.



Lucien Ferrier



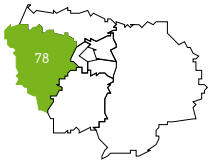
Premier Vice-Président de l'Agence des Espaces Verts (AEV)
Secrétaire de la commission Environnement, Développement
Durable, Ecorégion
Membre des jurys de concours des Lycées d'Ile-de-France

Le leitmotiv du travail de Lucien Ferrier ? L'Ecorégion, le développement durable et la qualité environnementale ! Secrétaire de la commission Environnement, il est assez fréquemment appelé à la présider. Il siège également comme premier Vice-Président de l'Agence des Espaces Verts (AEV), un organisme important chargé d'acquiescer du foncier pour protéger certains espaces naturels (remarquables, forêts, milieux humides, terres agricoles...).

Parmi les derniers dossiers sensibles défendus, celui de Flins-les Mureaux. C'est l'acquisition de 178 ha de la ferme de la Haye (dont 140 de terres agricoles) afin de développer l'agriculture biologique en Ile-de-France. Il a obtenu récemment dans les conventions ONF/AEV, pour les infrastructures de nos forêts, l'utilisation systématique de matériaux naturels avec des liants végétaux (plus de bitume !).

Il siège par ailleurs dans les jurys de concours des 470 lycées d'Ile-de-France. Méconnus du grand public, ces jurys désignent des cabinets d'architectes pour construire, rénover et faire tous les travaux dans les lycées. Lucien défend l'égalité des chances de tou/tes les architectes, l'élargissement du panel (et notamment des lauréates) et bien sûr les projets les plus en pointe dans leur démarche de Haute Qualité Environnementale. Lors de la séance plénière sur la délibération « énergie », Lucien a fait voter un amendement permettant de financer les toitures végétalisées. Une technique qui allie qualité phonique, thermique, régulation des eaux pluviales et amélioration de la qualité de l'air !

Amoureux des Yvelines, il a travaillé minutieusement sur le SDRIF et obtenu des avancées importantes : des suppressions de pastilles d'urbanisation, la protection de 300 ha d'espaces verts dans la boucle de Chanteloup, le rejet du projet routier sur le plateau de la vallée de la Mauldre, l'inscription de corridors écologiques... Autres combats yvelinois de Lucien : le contrat particulier CG78-Région et le dossier de la Grande Ceinture Ouest (GCO) pour modifier et faire prioriser le prolongement vers Achères avec le RER A.



Anny Poursinoff

Vice-présidente du Parc Naturel Régional Chevreuse
Membre de la Commission permanente



Après quatre ans et demi de mandat, Anny est identifiée au niveau local par ses actions contre le prolongement de l'autoroute A12 et pour son investissement dans le Parc Naturel Régional Chevreuse, où elle est vice-présidente.

Au niveau de la Région, elle est « Madame Agriculture biologique », avec son corollaire, « pas d'OGM, ni dans nos champs, ni dans nos assiettes ». Certains de ses collègues savent aussi qu'elle milite contre les agrocarburants. Se spécialiser ne l'empêche pas pour autant d'aller dans les différents conseils d'administration et de répondre présente pour aller couper les rubans lors des inaugurations. Un mandat qui la passionne toujours autant malgré un emploi du temps acrobatique.

Répondre aux besoins de l'équipe de soins à domicile et participer aux nombreuses réunions, qui sont toutes importantes, demande une bonne dose d'organisation. La remise du rapport que le Président Huchon lui a demandé sur l'agriculture biologique, la bagarre contre l'installation de la F1 sur des terres agricoles percutent cette période d'assemblées générales des Verts ; là encore, « faire » et « faire savoir » ce que l'on fait se disputent pour tenir dans des délais toujours trop courts.

Bonnelles

Inauguration

Une station écolo



Le maire, aux côtés d'Anny Poursinoff a inauguré la station.

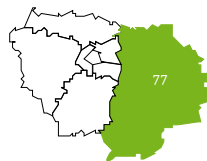
BONNELLES a inauguré samedi une station d'épuration d'un nouveau genre. Un traitement des boues sur lits plantés de roseaux. «Le procédé fonctionne par évaporation, percolation et culture de roseaux» a résumé le maire, Guy Poupart qui a su mener le projet jusqu'à son terme.

Une solution trouvée en remplacement de l'épandage des boues chez les agriculteurs qui était devenu de plus en plus difficile. Un projet novateur et respectueux de l'environnement «soutenu par l'agence de l'eau, le conseil régional, la région et le parc naturel», a rappelé le premier magistrat de la commune aux côtés d'Anny Poursinoff, représentant la région. Chacun a pu se rendre compte d'une station qui s'intégrait parfaitement dans son environnement, à 100 m de la réserve naturelle régionale. Une station écologique, sans nuisances olfactives, mais aussi économique. «Elle permet de traiter nos propres déchets chez nous plutôt que de les transporter chez nos voisins».



Pascal Marotte

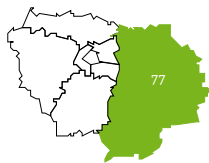
Président de Bruitparif
Vice-Président de la Réserve Biosphère
du pays de Fontainebleau



L'action régionale de Pascal est d'abord liée à l'amélioration de notre environnement, et le défi n'est pas mince en Ile-de-France : eau, biodiversité et surtout lutte contre le bruit... Président de Bruitparif depuis 2005, il a construit cet observatoire, aujourd'hui opérationnel. Bruitparif aide les collectivités à élaborer les cartes stratégiques du bruit et surtout à préparer les plans de prévention. La mise en place d'un réseau permanent de mesures des nuisances sonores est en cours et l'observatoire accompagne des événements comme la Technoparade vers l'éco-responsabilité. Au sein de la commission lycées/politiques éducatives, son action va dans le même sens. Au-delà des constructions HQE des lycées, c'est aussi pour le renforcement de l'éducation à l'environnement et la citoyenneté qu'il a agi par le dépôt d'amendements significatifs.

Par ailleurs, un élu de grande couronne, de ce département de Seine-et-Marne qui couvre la moitié de la région, se doit d'être un lien entre ses concitoyens, les militants écolos, les élus locaux et la région. C'est ce que Pascal fait dans le Sud 77 principalement. Vice-président de la Base de loisirs de Buthiers, il a œuvré à en faire un exemple aussi bien dans la consommation de l'énergie, dans le débardage du bois que dans l'épuration de l'eau. Vice-président de la biosphère du pays de Fontainebleau, il s'est impliqué dans la seule réserve francilienne labellisée par l'UNESCO. Enfin, c'est pour la revitalisation des franges, ces territoires en voie de désindustrialisation et en perte d'emplois, qu'il s'est « bougé » pour la mise en place d'un pôle d'éco-matériaux ou le développement d'un tourisme durable.

Le groupe a collectivement écologisé les politiques régionales. A son échelle, Pascal a su parfois réorienter des choix de maires ruraux ou rurbains vers une prise en compte d'un développement durable, solidaire et concret. Il a pu répondre aux écolos et associatifs de terrain qui luttent contre l'étalement urbain ou pour des transports de qualité. Et il reste beaucoup à faire !



Hélène Lipietz

Vice-présidente de la commission Finances,
administration générale et Plan
Secrétaire de la commission Politique de la ville et sécurité



Sortie des murs du Conseil où elle est bien connue pour son travail sur la vidéosurveillance (cf. rubrique « Politique de la ville, Sécurité »), la vie d'élue régionale d'Hélène Lipietz continue ! Car être élue régionale, c'est aussi siéger dans de nombreux organismes extérieurs, qui sont aussi des lieux où mettre en place une écopolitique, notamment fondée sur la protection de l'environnement et la solidarité.

Environnement : Hélène a obtenu à la Base de loisirs de Jablines que le Bureau se réunisse afin travailler sur l'écologisation de la Base, mais aussi sur l'information écologique (priorité aux bâtiments écolos, ruche pédagogique...). Même combat et même succès au Centre Hospitalier Psychiatrique de la Queue en Brie.

Solidarité : Hélène a obtenu que les enfants aveugles ou malvoyants de l'INJA (Institut National des Jeunes Aveugles) puissent bénéficier des mêmes aides régionales que les autres lycéen/nes. Cela paraît naturel, mais encore fallait-il le demander...

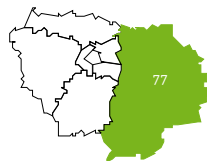
Le plus difficile est d'avoir une action verte auprès du Conseil technique paritaire qui gère les personnels de la Région, tant la parole des élus est confisquée par l'exécutif, mais elle ne désespère pas d'y arriver !

Enfin, il faut noter qu'Hélène a eu la volonté d'être présente dans des départements autres que son département d'origine (Paris, le Val-de-Marne) pour donner une vision réellement régionale à son action.



Jean-Marc Brûlé

Président de la commission
Développement économique et emploi
Président de l'Atelier, centre de ressources
pour l'économie sociale et solidaire

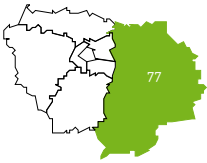


Les drapeaux tibétains dans l'hémicycle, c'était lui ! Les élu/es en jaune et noir distribuant des pots de miel pour alerter sur la disparition des abeilles en Ile-de-France, c'était lui aussi ! Mais si Jean-Marc s'est fait une spécialité du « happening politique » pour donner des coups de projecteurs sur les sujets qui nous tiennent à cœur, son travail porte avant tout sur une mission de taille : la reconversion écologique de l'économie francilienne. Non sans provocation parfois, mais sa proposition de relancer le dirigeable en Ile-de-France, qui faisait sourire au début, semble avoir fait son chemin dans les esprits de chacun/e.

Chargé par le Président Huchon d'une mission sur les écofilières, il milite pour les faire fleurir sur notre territoire. Comme à Sénart, où il soutient un écopôle exemplaire. Défense de l'environnement, mais solidarité aussi : fervent promoteur de l'économie sociale et solidaire, il a tout naturellement été élu Président de l'Atelier, centre de ressources de l'économie sociale et solidaire.

S'il est connu pour sa combativité sur ces thèmes, Jean-Marc peut aussi choisir le pragmatisme. Sur les pôles de compétitivité, en général peu portés dans le cœur des Verts, il défend le pôle Ville et Mobilité Durable (VMD) car son projet fait sens. A Milly-la-Forêt, une parcelle OGM a été détectée. Vice-président du PNR du Gâtinais, Jean-Marc démarche la direction de la Serasem, qui a semé le maïs, et demande la suppression de cette parcelle. Il a proposé en contrepartie une collaboration sur la recherche en matière d'agriculture biologique qu'effectue leur filiale, Biotop.

Aujourd'hui, le drapeau tibétain flotte au fronton du Conseil régional et les ruches de la Région, devant les bureaux des Verts, produisent un miel exceptionnel. Mais, moins visibles, des inflexions écolos au quotidien ont vu le jour dans les rapports, au sein des services. Pour que l'économie que nous prônons trouve peu à peu sa place.



Liliane Pays



Membre de la commission
Formation professionnelle et apprentissage
Membre de la commission Démocratie régionale et jeunesse

Conseillère régionale depuis octobre 2006, en remplacement d'un élu déclaré inéligible, le premier objectif de Liliane Pays a été de s'adapter et de s'intégrer à une équipe constituée depuis plus de 2 ans. L'accueil du Groupe l'a beaucoup aidée dans la découverte de ses nouvelles responsabilités.

Liliane siège dans les commissions «Formation Professionnelle» et «Démocratie Régionale et Jeunesse».

A la commission «Formation Professionnelle», elle a défendu la prise en compte des problématiques environnementales dans le développement de filières innovantes de formation pour les métiers de demain. De plus, elle a participé au «Schéma Régional de la Formation Initiale et Continue tout au long de la vie» en défendant comme objectif prioritaire les formations à destination des jeunes qui sortent du système éducatif sans qualification. Enfin, elle a proposé un amendement permettant de subventionner les programmes qualifiants territorialisés ouvrant ainsi ces formations aux petites structures qui ne pouvaient répondre à un appel d'offre.

Au titre de la commission «Démocratie Régionale et Jeunesse», elle soutient les projets de développement de la vie associative et citoyenne et plus particulièrement les projets concernant la lutte contre la précarité et les projets intégrant l'environnement.

Dans son département, elle représente la Région dans les Conseils d'Administration du Centre Hospitalier de Fontainebleau, des lycées François Ier et Couperin également à Fontainebleau, du Centre de Formation d'Apprentissage d'Avon, de la Mission Locale de Montereau, ainsi que de la Base de Loisirs de Bois le Roi.

Elle s'attache à être présente à tous les conseils d'administration et événements auxquels elle est conviée.

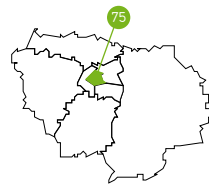
En ce qui concerne les lycées, consécutivement à des accidents graves, elle a participé activement au Comité de pilotage qui a organisé la sécurisation des abords des établissements.

Elle représente la Région à tous les événements et inaugurations de la circonscription, ce qui lui permet de tisser des liens avec les acteurs locaux et de renforcer la présence des Verts sur le territoire.



Francine Guillaume

Vice-président du groupe Verts
Administratrice du Centre régional de valorisation
et d'innovation agricole et alimentaire (Cervia)

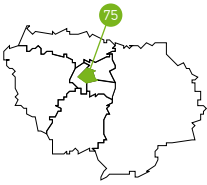


Depuis le début de la mandature, Francine Guillaume s'est fixé deux priorités : l'activité économique et la santé. Membre des commissions Développement économique et Développement social, elle travaille à la fois sur l'angle logistique, en défendant la notion de circuits courts, et sur le produit en lui-même et sa consommation, pour l'angle santé. C'est en particulier au Cervia que Francine encourage les circuits courts, en réconciliant Francilien/nes des villes (Paris et ses nombreux consommateurs) et Francilien/nes des champs (l'Île-de-France étant un territoire géré à 50% par l'agriculture). Exemple, en proposant d'indiquer aux consommateurs... où acheter en Île-de-France, directement, ou la mise en place de bus liant les grandes villes aux zones de cueillette !

Dernière idée portée par Francine, un concours à destination des lycéen/nes et CFA autour de recettes incorporant des ingrédients franciliens. Elle travaille par ailleurs sur un projet de soutien à la lutte contre l'obésité. Actuellement, la Région essaime des dispositifs innovants, mais éparpillés, touchant à ce sujet chez nos Vice-Président/es à la santé, la recherche et l'environnement. Reste à améliorer la transversalité... pour mieux soutenir les acteurs mobilisés sur le sujet. Elle a notamment travaillé sur le rapport-cadre du secteur Développement social et mené les négociations avec le PS. Le fait d'être vice-présidente du groupe dans ce genre de situation n'est pas inutile.

Enfin, Francine a obtenu que la Région fasse la promotion d'un « dialogue social territorial ». C'est-à-dire que les syndicats, donc les salarié/es, soient concertés - et pas seulement les CCI... La ligne budgétaire, créée il y a deux ans, s'est officialisée depuis et a augmenté.

Pour l'interne, Francine est chargée de la relation avec les militant/es. Cela signifie d'abord tenter d'informer de ce qui se fait à l'intérieur du groupe, que ce soit au CAR (« CPR », désormais) ou lors des AG des Verts... d'où ce document !



Anne Souyris

Présidente de la commission
Démocratie régionale et jeunesse,
Membre de la commission Politique de la ville
et vice-présidente du CIDJ



Pour la première fois, je vis la démocratie représentative de ce côté de la barrière. Et ce, en prenant justement le pari de ne pas lâcher le lien fondamental, celui du dialogue permanent entre le/la citoyen/ne et l'élu/e, ce lien précieux qui rend efficace une politique publique, celui qui fait d'un régime une démocratie.

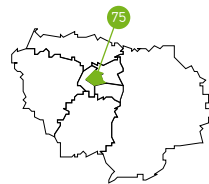
La délégation démocratie régionale n'existait pas avant ce mandat en Ile-de-France. Avec sa vice-présidente Claire Villiers, et avec le groupe Vert en première ligne, nous menons trois combats. Le premier est de mieux faire participer les citoyen/nes à la vie régionale. Le second est de favoriser la co-élaboration des politiques que nous menons par un dialogue permanent avec les associations engagées dans la participation de tou/tes à la vie publique, et par des assises de la démocratie régionale. Notre troisième objectif consiste à renforcer une démarche collective et transparente des élu/es pour l'octroi des subventions de cette délégation. Pour ce faire, nous avons mis en place des dispositifs où ce n'est plus la seule vice-présidente qui décide, de concert avec le cabinet du président et les services, mais la commission tout entière, tous groupes politiques représentés, sans aucune présélection possible. C'est pour moi la plus grande avancée, parce qu'elle réinstaura un lien constant entre la représentation et la participation.

Quelques mots sur mes autres fonctions : le CIDJ, ce centre pour les jeunes si précieux en ces temps de précarisation, va mal. Comme dans tous les secteurs associatifs, jeunesse, information, l'Etat se désengage. La région, depuis que je suis vice-présidente, finance les petits centres d'information de proximité rattachés au CIDJ pour soutenir le travail de terrain auprès de ceux dont le déplacement est le premier obstacle à leur mobilité sociale. Mais il faut aller bien plus loin. Comme en politique de la ville, où les ghettos se referment avec comme seul investissement (ou presque) une (vidéo)surveillance omniprésente, c'est de prisme politique, social et environnemental dont il faut changer, les personnes concernées au centre des politiques ! Quand ?



Yves Frémion

Président du MOTif,
observatoire et centre de ressources
sur le livre en Ile-de-France



Livre

Des 112 pistes pour une politique du livre et de la lecture en Ile de France, formulées par le « rapport Frémion », l'essentiel est devenu réalité. Depuis deux ans, toute la chaîne du livre est aidée par la région et début 2008 le MOTif* est né. Lieu où se tisse le lien entre les professions, souvent antagonistes, de ce secteur, où s'organise la concertation, cet observatoire et centre de ressources est aussi la vitrine de la région pour les activités du livre.

Cinéma

De battre mon coeur s'est arrêté, Persépolis ou la Palme d'or *Entre les murs*. Membre du comité de sélection des longs-métrages, Yves constate la pertinence croissante de la cinquantaine de titres financés chaque année (dont beaucoup de premiers ou seconds films). Le dispositif est enfin ouvert aux documentaires, pour lequel nous avons beaucoup œuvré. Taux de satisfaction des professionnels maximum pour le deuxième mode de financement public du cinéma en France. Yves participe aussi au comité de sélection de post-production des films longs et courts, qui redynamise tournages et industries.

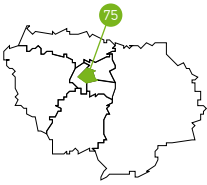
Spectacle vivant

Crise et discussions délicates au conseil d'administration d'Arcadi. Yves, qui siège dans cet EPCC, estime que l'établissement repart sur de bonnes bases. Mais le budget reste serré pour sauver des professions sinistrées par le « lâchage » de l'Etat. L'excellente politique de « Permanence artistique » sécurise l'emploi de professionnels du théâtre, du ballet, de l'opéra ou de la chanson et conforte les lieux de création. Yves siège au comité de pilotage du dispositif : trop de demandes déjà vu l'enthousiasme.

Divers

Outre son travail dans ces trois piliers de notre politique culturelle, Yves siège notamment au CA du Musée du Quai Branly, dont les jardins et la façade végétalisée nous ravissent. Après les controverses qui ont présidé à sa création, son audacieuse programmation et ses collections magnifiques en font un des points forts du tourisme culturel. Preuve que lorsque la puissance publique donne les moyens à un projet, la réussite est au bout. Comme pour l'environnement ou l'économie sociale, la culture, ce sont des milliers d'emplois à la clef.

* Le MOTif, 6 villa Marcel Lods, passage de l'Atlas, 75019 Paris.



Mireille Ferri



Vice-Présidente chargée de l'Aménagement du Territoire, Interrégional, de l'Égalité Territoriale et des Contrats Régionaux et Ruraux

« C'est la première fois »

Le Schéma directeur de la Région Île-de-France (Sdrif) a été voté ce 25 septembre par le Conseil régional.

C'est la première fois qu'une région française adopte un plan stratégique d'une telle ampleur. Nous avons travaillé pendant 4 années les objectifs ambitieux d'un document qui inverse les logiques classiques de développement.

C'est la première fois...

...et ce document intègre tout ce qui fonde la cohérence de l'écologie politique, en intégrant la transparence démocratique, les critères d'évaluation, et les méthodes de révision régulière.

... et le développement économique est mis au service d'un projet de société. Nous avons introduit un vocabulaire nouveau, celui de la robustesse, pour affirmer que le développement doit être fondé sur une forte cohésion sociale, en réduisant les inégalités sociales et territoriales, et sur une vision prospective du défi énergétique et des nouveaux enjeux environnementaux.

... et les besoins des citoyens sont au cœur du projet. D'ici 2030 1,5 million de logements doivent être construits, et nous avons fixé l'objectif de 30% de logements sociaux à cette date.

... et l'on s'attaque à l'étalement et au mitage. Grâce aux fronts urbains, qui empêchent les villes de s'étirer de manière anarchique, il faudra désormais favoriser la densité. L'espace est considéré comme une valeur, et les zones agricoles comme une richesse.

... et la ville redevient un véritable projet politique en soi, une « cité » où la qualité urbaine, l'accès à l'emploi et aux services, l'offre de transports collectifs garantissent un mieux être global!

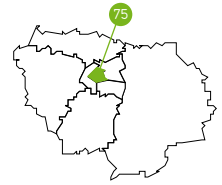
C'est la première fois, et ce projet ambitieux a été voté au-delà des clivages politiques, par l'ensemble des partis de la majorité de gauche et par le Modem. Porté par le groupe des élus Verts au Conseil Régional, il a bougé, pris en compte, amélioré, il s'est ouvert aux propositions de très nombreux partenaires, sans renier sa logique de départ.

Alors, merci pour votre soutien jamais démenti et... rendez-vous au prochain épisode : les Nouveaux Quartiers Urbains !



Corinne Rufet

Présidente de la Commission du film d'Ile-de-France
Membre des commissions Culture et nouvelles technologies
et Enseignement supérieur, Recherche et Innovation



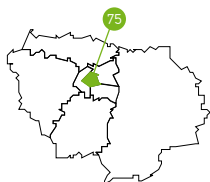
Inglorious Bastard, le prochain film de Quentin Tarentino, tourné en partie à Auvers-sur-Oise pour ses décors naturels, plutôt qu'en studio au Luxembourg ! Bel exemple du rôle de la Commission du film, qui travaille à la mise en valeur de l'Ile-de-France sur le grand écran.

Trois notions ont guidé l'action de Corinne à la tête de cet organisme : coopération, diversité culturelle et liberté de création.

Elle a notamment imposé que si la Commission du film avait, entre autres, pour objectif de faire venir des tournages étrangers en Ile-de-France, il fallait construire des coopérations avec les autres régions d'Europe et de France, plutôt que des rapports de compétition. C'est par exemple le réseau des régions CRC (*Capital Regions for Cinema*, avec les régions de Berlin Madrid et Rome), premier réseau de coopération entre producteurs indépendants, et entre scénaristes, avec un travail spécifique avec l'UGS (Union-Gilde des Scénaristes).

Un observatoire de l'emploi cinéma et audiovisuel a également été créé pour avoir une idée précise des emplois intermittents et permanents concernés par notre action. Mieux connaître le secteur permet de mieux le mettre en réseau, et travailler à des actions spécifiques pour les professionnels. La Commission du film a pu aussi engager la première étude européenne sur l'impact écologique des tournages, qui se prolonge dorénavant avec la région PACA, l'ADEME et des associations environnementales comme Agir pour l'environnement.

Membre de la commission culture, Corinne a bien sûr travaillé sur les questions de cinéma, d'audiovisuel (elle est particulièrement fière de l'aide à la postproduction pour les œuvres expérimentales, et du soutien au tiers secteur audiovisuel), mais aussi autour des arts plastiques et du spectacle vivant. Elle a rendu en mai 2008 un rapport, suite à une mission confiée par le vice-président, sur les enjeux pour les lieux de créations collectifs et squats artistiques en 2008. Les conclusions de cette étude seront reprises en 2009 par l'assemblée régionale pour l'élaboration d'une nouvelle politique en direction des artistes plasticiens.



Zine-Eddine Mjati



Président du Conseil de l'égalité d'Ile-de-France (CEIF)
Membre de la commission Sports, loisirs, tourisme

Lutte pour l'égalité et contre les discriminations

Depuis février 2007, le conseil régional s'est doté d'un outil supplémentaire pour la promotion de l'égalité. Il s'agit du Conseil de l'Égalité d'Ile de France (CEIF), dont la présidence a été confiée à Zine-Eddine par le président Huchon. Il est composé d'une trentaine de personnalités qualifiées pour leur engagement dans ce domaine. Sa mission est d'éclairer le CRIF sur les moyens de lutte pour l'égalité. Ce conseil s'est doté de quatre groupes de travail : éducation, formation ; genre et sexualité ; discriminations raciales, ethniques et religieuses ; accès à la santé.

De plus, le Président Huchon l'a saisi pour travailler sur deux thématiques supplémentaires : les statistiques dites « ethniques » et les discriminations dans l'accès aux stages. Un rapport/bilan va lui être remis en février 2009, Zine-Eddine ne manquera pas de vous en informer.

Sports, loisirs, tourisme

Voilà un domaine que les militant/es et élu/es Verts commencent à investir, notamment par la création de la Commission nationale Sports, loisirs, tourisme. Le combat n'est pas aisé. Mais, avec ses collègues, Zine-Eddine travaille à ce que l'écologie soit ou ne peut plus présente dans toutes les décisions prises. Nous soutenons tous les projets concernant la pratique populaire et donc le soutien des clubs amateurs, ayant des liens directs avec les populations. Malheureusement, et malgré tout le combat que nous menons, les sports mécaniques sont toujours financés par la Région.

Coopération décentralisée

Plusieurs coopérations décentralisées sont en mise en œuvre par la région. Zine-Eddine a travaillé sur celle avec la région du Grand Casablanca (Maroc), dont le contenu est assez riche puisqu'il touche plusieurs domaines :

- le développement durable
- l'aménagement du territoire
- le développement social, notamment la question de l'égalité des genres et la lutte contre la précarisation des femmes
- la formation et l'enseignement supérieur
- l'appui institutionnel.

Cet accord de coopération sera signé dans les semaines qui viennent.



L'équipe

Dominique Dussart, *Directrice de cabinet*
Actions internationales et européennes / Finances

Laure Lechatellier, *Secrétaire générale*
Politique de la ville, sécurité / Développement social, santé, handicap, économie sociale et solidaire

Patrick Benkemoun, *Relations avec le parti*
Sports, tourisme, loisirs / Lycées et politiques éducatives

Carine Eymard
Transports et déplacements / Aménagement du territoire / Environnement, écorégion, développement durable / Culture et nouvelles technologies

Damien Romanet
Développement économique et emploi / Formation professionnelle et apprentissage / Démocratie régionale et jeunesse / Enseignement supérieur, recherche, innovation / Budget

Jean-Marie Bouguen
Communication et relations presse / Logement et action foncière

Les chargé/es de missions
des Vice-Président/es :

Chargées de mission de Francine Bavay
Anne-Laure Desjardins
Laurence Hugues

Chargé de mission de Michel Vampouille
Karim Lapp

Chargé/es de mission de Mireille Ferri
Rachel Khan
Michel Mosser

Chargée de mission de Marc Lipinski
Claudie Baudino

Vous cherchez une délibération, vous soutenez un dossier local,
vous voulez un renseignement concernant une association... pour toute question :

Le groupe des élu/es Verts au Conseil régional Ile-de-France : 01 53 85 69 45

Notre site Internet : www.verts-regionidf.net

Pour tout contact (militants et dossiers locaux) : benkemoun.patrick@wanadoo.fr

Site de la Région : www.iledefrance.fr